



Délibération n° DEL_2023_67

Conseil Municipal du lundi 25 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-cinq septembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal dûment convoqué en date du 18 septembre 2023, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Ange MUSSO, Maire.

Président : M. MUSSO

Secrétaire de séance : Mme FASS

Membres présents :

Ange MUSSO
Richard NGUYEN VAN NUOI
Nicole LE TIEC
Jacques ROUVIERE
Michelle BROCHEN
René SIMIAN
Josiane VERGOS

Jean-Marc VIZIALE
Claude DEMAI
Gilles ROMANI
Frédéric MEYRIEU
Nathalie FEVRE
Christine DOURLET
Gabriel GOZZO

Sophie ROUSSEAU CHESNAUD
Florian TOCANIER
Ingrid FASS
Christiane MARTEL
Marie-Hélène TAILLARD
Jean-Philippe FERAUD
Régis DURAND.

Membres absents et représentés :

Christine LORENZINI
Magali DUPRE-BARRY
Julien GAZAIX.

Jeanne MOGGIA donne procuration à Josiane VERGOS
Thierry JEAN donne procuration à Richard NGUYEN VAN NUOI
Flavia GIANNINI AUDDINO donne procuration à Ingrid FASS

OBJET : Débat en conseil municipal sur les orientations RLPi

Monsieur le maire expose :

Conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, un débat doit avoir lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Ceci étant exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L151-1 et suivants ainsi que les articles L153-1 et suivants,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L581-14 et suivants ainsi que R581-72 et suivants,

VU la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du RLPi arrétant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

CONSIDERANT que le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du Territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régit les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes,

CONSIDERANT que l'article L158-14 du Code de l'environnement prévoit, depuis la loi Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP),

CONSIDERANT que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole TPM est compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité sur le territoire,

CONSIDERANT que le RLPi ne comporte pas de Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) comme les PLU, mais l'article R581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du RLP « s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs ». Autrement dit, il fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'élaboration d'un PLU, conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme,

CONSIDERANT que les objectifs du RLPi ont été approuvés lors de la délibération n°20/12/800 du 15 décembre 2020, à savoir :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicitaire ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

CONSIDERANT que les orientations du projet de RLPi sont annexées à la présente délibération afin de répondre aux objectifs susvisés,

CONSIDERANT que les spécificités des villages sont prises en compte dans le RLPi,

CONSIDERANT qu'il est proposé que le conseil municipal prenne acte de la présentation et du débat sur les orientations générales du RLPi,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE PRENDRE ACTE de la présentation et de la tenue du débat en séance sur les orientations générales du RLPi, en application des dispositions combinées des articles L581-14 de Code de l'environnement.

Le conseil municipal, ouï cet exposé, à l'unanimité des suffrages exprimés, adopte la délibération présentée.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301034-20230925-DEL2023_67-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/10/2023

Publication : 06/10/2023

Ange MUSSO, le Maire



LE MAIRE
Ange MUSSO



LA SECRETAIRE DE SEANCE
Ingrid FASS

